

Le Burundi flirte avec ses vieux démons

AFRIQUE DES GRANDS LACS La présidentielle du 26 juin se tiendra sous très haute tension

FAITS DU JOUR

Les leaders de la contestation seront poursuivis

Une commission a été créée mercredi au Burundi pour identifier et traduire « immédiatement » en justice les responsables des manifestations contre un 3^e mandat du

président Nkurunziza, qualifiés de « mouvement insurrectionnel », a annoncé le procureur général, Valentin Bagorikunda. La commission a un mois pour produire son rapport et est présidée par le premier substitut du procureur, Adolphe Manirakiza, à la tête de toutes enquêtes sensibles depuis des années. (afp)

L'ONU inquiète

L'ONU a averti mercredi que des dizaines, voire des centaines, de milliers de personnes pourraient être affectées si la situation dégénérât au Burundi. Le Bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) a même déjà réclamé des fonds pour se préparer à une éventuelle crise d'envergure. (afp)



► Le président sortant Pierre Nkurunziza peut-il briguer un troisième mandat ?

► A l'approche du scrutin, l'engrenage manifestation/répression se met dangereusement en place.

► Jusqu'au point de non-retour ?

ANALYSE

1 La désignation de Pierre Nkurunziza, le président sortant, comme candidat à un troisième mandat est-elle une violation des accords d'Arusha ?

L'accord de paix d'Arusha, conclu en 2000, avait mis fin à la guerre civile interethnique commencée en 1993 avec l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye. Le premier scrutin, qui avait porté Pierre Nkurunziza à la présidence en 2005, s'était déroulé au suffrage indirect. Le parti vainqueur des élections, le CNDD-FDD (Forces pour la défense de la démocratie), estime qu'il a droit à deux élections présidentielles au suffrage direct et il présente donc une nouvelle fois le président sortant. Dans ce sens, la lettre de l'accord d'Arusha peut être considérée comme respectée même si le Sénat a saisi la Cour constitutionnelle. Mais les partis d'opposition, l'Eglise catholique, la société civile (majoritairement investie par les Tutsis et les citoyens), la presse indépendante, les « frondeurs » au sein du parti au pouvoir, les Etats Unis et l'Union européenne considèrent que dans l'esprit d'Arusha, un président élu doit s'effacer après deux

mandats.

2 Qui s'oppose au président sortant et à son parti ?

Se comportant de plus en plus comme un « parti unique » trusant au profit des siens les emplois dans la fonction publique et l'accès aux – rares – ressources, le parti au pouvoir suscite des critiques croissantes : corruption des anciens « mquisards » qui, après les années de lutte armée, veulent à leur tour « manger » et se comportent comme des nouveaux riches, création de milices de jeunes, les Imbonerakure qui reçoivent un entraînement paramilitaire, délitement d'une administration naguère très performante, scandales à répétition comme la vente de l'avion présidentiel ou l'incendie du grand marché de Bujumbura...

Les critiques émanent surtout des milieux urbains et intellectuels, des activistes des droits de l'homme et de la presse. Les manifestations actuelles se limitent aux quartiers de Bujumbura où les Tutsis sont majoritaires. Dans les campagnes, tenues en main par le parti au pouvoir et les miliciens Imbonerakure, la population majoritairement hutue apprécie un chef d'Etat qui passe tous ses week ends sur le terrain (où il prie et joue au football...) et qui a pris plusieurs mesures sociales importantes, comme la gratuité de l'accès médical pour les femmes enceintes.

Cependant, un autre parti hutu, le FNL (Forces nationales de libération) dirigé par Agathon Rwasa, le dernier à avoir déposé les armes, se pose en concurrent du CNDD. Il risque de l'affronter militairement et aurait des contacts avec le Rwanda.

3 Le clivage est-il essentiellement ethnique ?

Ayant rendu la mixité ethnique obligatoire dans l'armée et la police (ce qui avait permis l'intégration de beaucoup d'anciens rebelles), prévoyant le « panachage » de tous les partis (avec des quotas réservés aux deux ethnies), les accords d'Arusha avaient permis au Burundi, durant quinze ans, de conjurer les démons ethniques, les remplaçant par des rivalités politiques. Une vie associative intense, une presse indépendante et courageuse avaient consolidé ces acquis, une nouvelle génération avait pris le relais.

Mais aujourd'hui, le parti CNDD joue avec le feu : les partisans du chef de l'Etat assurent que les Tutsis veulent reprendre le pouvoir, que ceux qui s'opposent au troisième mandat sont complices de ceux qui naguère assassinèrent Melchior Ndadaye (c'est-à-dire des officiers tutsis...). Une rumeur non vérifiée assure que les Imbonerakure auraient été rejoints par des Interhahamwe, les génocidaires rwandais de sinistre mémoire, aujourd'hui traqués par l'armée congolaise. Ce réveil des vieux démons ravive toutes les craintes. Déjà, des élèves du secondaire menacent d'en venir aux mains, Hutus contre Tutsis. Gagnés par la peur, les Tutsis fuient vers le Rwanda où ils sont accueillis dans des camps ethniquement séparés. Et chacun remarque qu'à Bujumbura les quartiers « tutsis » qui se soulèvent sont ceux où, dans les années 90, opéraient les milices paramilitaires « Sans échec » qui pratiquaient l'autodéfense » et le nettoyage ethnique, chassant les Hutus vers les collines...

4 Faut-il craindre un nouveau génocide rappelant le Rwanda de 1994 ?

Malgré les risques de dérapage, malgré une configuration ethnique comparable, les deux situations sont très différentes, aussi bien dans le temps que dans la pratique quotidienne : au Burundi, le mixage ethnique s'est opéré, la pratique démocratique s'est enracinée (quatre anciens présidents vivent en paix dans le pays et se sont opposés au troisième mandat de leur « collègue »), la communauté internationale est vigilante même si elle manque de recul. Quant au parti au pouvoir, il est lui-même divisé car des « frondeurs », intellectuels le plus souvent, s'op-

posent aux « maquisards » qui veulent « rester plus longtemps à la table du pouvoir ».

Le danger de guerre civile, de répression, d'élargissement de la violence est cependant bien réel et pourrait faire de nombreuses victimes, parmi les Hutus comme parmi les Tutsis. Dans la région, on peut mourir en masse, sans qu'il s'agisse pour autant d'un génocide...

5 La partie est-elle jouée ?

L'opposition interne au troisième mandat est large, les mises en garde internationales sont nombreuses, les pressions

des bailleurs de fonds sont fortes et la rue de Bujumbura, mobilisée depuis plusieurs semaines déjà, ne faiblit pas : à certains égards, le Burundi rappelle le Burkina Faso, où le président Compaoré, refusant de céder, avait fini par être chassé du pouvoir. Le rapport de forces pourrait basculer si l'armée bougeait, comme au Burkina Faso, mais elle vient de marquer publiquement son unité d'action avec une police souvent considérée comme plus proche du pouvoir. ■

COLETTE BRAECKMAN

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

UN ENJEU POUR TOUTE LA RÉGION

L'importance des événements qui se déroulent au Burundi dépasse de loin les frontières du pays. Insensible aux avertissements venus de toutes parts, le chef de l'Etat sortant Pierre Nkurunziza entend bien passer en force et conquérir un troisième mandat présidentiel. Sa réussite ou son échec mais aussi les méthodes utilisées et l'ampleur de la réaction internationale auront valeur de tests pour plusieurs pays de la région dont, en premier lieu ses plus proches voisins, la République démocratique du Congo et le Rwanda.

A ce stade, il est difficile de prévoir l'issue de l'épreuve en cours,

mais on ne peut que constater que les méthodes des forces de l'ordre au Burundi n'ont rien à envier à celles de la police de Kinshasa lors des manifestations de janvier dernier : arrestations, mort d'hommes, restriction des moyens de communication. Soit un net recul qui montre la fragilité des avancées démocratiques des dernières années, les pouvoirs en place n'hésitant pas à recourir à des méthodes que l'on croyait révolues.

La réaction de Etats-Unis et de

l'Union européenne, bien plus ferme de l'autre côté de l'Atlantique qu'à Paris ou Bruxelles montre la différence de perspectives : à propos de la candidature de Nkurunziza, les Américains parlent d'« occasion manquée » pour la démocratie tandis que les Européens, certes « préoccupés » refusent de s'engager dans le débat constitutionnel.

En cas de dérapage cependant, ils assurent qu'ils tiendront les autori-

tés pour « personnellement responsables » de ce qui pourrait arriver, laissant ainsi planer la menace de sanctions aussi insoutenables que l'interdiction de voyager en Europe ou le gel d'avoirs dont on ignore même où ils sont logés...

Tout cela ressemble fort au jeu du « pas vu pas pris ». Si vous passez, quitte à tordre le bras aux accords d'Arusha ou à la Constitution, mais en préservant l'ordre public, on fermera les yeux. Si vous échouez, si la répression est trop médiatisée et le désaveu trop général, vous ferez face aux sanctions. Autrement dit on vous jugera sur les effets, non sur les causes. Sur le fait d'avoir raté l'obstacle, mais non sur l'erreur d'avoir entamé la course.

A bon entendeur salut. Face aux présidents qui veulent s'accrocher au pouvoir, et ils demeurent nombreux en Afrique, les peuples, décidément, ne peuvent compter que sur eux-mêmes...